



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 71.606/4
du 27 juin 2022

advies 71.606/4
van 27 juni 2022

sur

over

un projet d'arrêté royal
'portant le règlement
d'EuroDreams, loterie
publique organisée par la
Loterie Nationale'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'houdende het
reglement van EuroDreams,
openbare loterij georganiseerd
door de Nationale Loterij'

Le 30 mai 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, chargé de la Loterie nationale, adjoint à la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant le règlement d'EuroDreams, loterie publique organisée par la Loterie Nationale'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 27 juin 2022. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 27 juin 2022.

*

Op 30 mei 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, belast met de Nationale Loterij, toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende het reglement van EuroDreams, openbare loterij georganiseerd door de Nationale Loterij'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 27 juni 2022. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 27 juni 2022.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉ PRÉALABLE

Invitée à indiquer si les modes de participation à la loterie publique « EuroDreams », visés à l'article 6 du projet, impliquent la communication, par le joueur, de données à caractère personnel, la déléguée du Secrétaire d'État a précisé ce qui suit :

« Certains modes de participation impliquent la communication par le joueur de données à caractère personnel, à savoir la participation par Internet et la participation par abonnement. Cependant, dans ces cas, la Loterie Nationale dispose déjà de ces données à caractère personnel, sur base d'autres arrêtés royaux, à savoir l'AR du 24/11/2009 et l'AR relatif aux abonnements, du 17/07/2013. Pour s'inscrire sur le site de Internet de la Loterie Nationale afin d'y participer aux loteries, tout comme pour conclure une formule d'abonnement par domiciliation bancaire, le joueur doit s'identifier. En revanche, en magasin, il n'est pas requis que le joueur communique de données à caractère personnel. En aucun cas ne seront traitées/collectées d'autres informations que celles déjà prévues dans les arrêtés royaux précités ».

En outre, à la question de savoir si les éléments de participation transcrits sur un support informatique, visés à l'article 7 du projet, contiennent des données à caractère personnel relatifs aux joueurs participants, la déléguée du Secrétaire d'État a indiqué ce qui suit :

« Oui, pour la participation grâce à l'outil de la société de l'information 'internet', les participations sont reliées à des données à caractère personnel enregistrées dans la base de données de la Loterie Nationale. La Loterie Nationale doit en effet pouvoir attribuer une participation à un joueur. En aucun cas ne seront traitées/collectées d'autres informations que celles déjà prévues dans les arrêtés royaux cités plus haut au point précédent ».

Il découle des réponses apportées qu'aucune nouvelle donnée à caractère personnel ne sera à traiter dans le cadre de l'application des articles 6 et 7 du projet.

Cependant, l'article 14, § 3, alinéa 3, du projet prévoit notamment, à l'instar de l'article 12, alinéa 2, première phrase, de l'arrêté royal du 27 avril 2018 'fixant les modalités générales d'émission des loteries publiques organisées par la Loterie Nationale sous forme de loteries à billets', que

« [t]oute réclamation doit être accompagnée du ticket de jeu au dos duquel le joueur inscrit ses nom, prénom et adresse, ou de la référence à un support physique ou électronique officiel ».

Ce faisant le projet à l'examen emporte la collecte et le traitement de données à caractère personnel. Il y a dès lors lieu de soumettre celui-ci à l'avis de l'Autorité de protection des données conformément aux articles 36, paragraphe 4, et 57, paragraphe 1, ainsi que le considérant 96 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' ¹.

Si l'accomplissement de cette formalité devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis à la section de législation qui ne résulteraient pas également des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées devraient lui être soumises à nouveau, conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Dans son avis n° 68.051/4 donné le 14 octobre 2020, la section de législation a observé ce qui suit :

« L'arrêté royal en projet prévoit la possibilité de prise de participation à un ou plusieurs tirages de Vikinglotto via des terminaux et des distributeurs automatiques directement reliés à un système informatique géré par la Loterie Nationale (article 14, alinéa 1^{er}, b), du projet).

S'agissant de la mise en place de distributeurs automatiques, la section de législation a, dans l'avis n° 56.963/2 donné le 19 janvier 2015 sur un projet devenu l'arrêté royal du 4 mars 2015 'portant le règlement du Joker+, loterie publique organisée par la Loterie Nationale et abrogeant les dispositions réglementaires qui, relatives au Joker+, sont couplées à celles régissant la participation aux loteries publiques appelées 'Lotto' et 'Euro Millions'', formulé les observations suivantes :

1° Cette nouvelle possibilité de participer aux loteries peut être de nature à remettre en cause la conformité au droit européen ² du monopole de la Loterie Nationale puisqu'elle facilitera la participation aux loteries de sorte qu'elle fragilise la cohérence dans la réglementation belge relative aux jeux de hasard, d'autant plus qu'un tel mode de participation diminue le contrôle social lié au traitement de la demande de participation par un opérateur. Si, lors d'une participation par internet, il n'y a, de même, pas d'opérateur, la réglementation prévoit d'autres barrières à une pulsion de jeu.

2° Le projet, en ajoutant cette possibilité sans l'organiser, ne fixe pas avec suffisamment de précision les 'modalités générales' d'organisation de ce nouveau mode de participation et, partant, ne respecte pas l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 19 avril 2002 'relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale', qui lui procure un fondement juridique. Ces modalités devront notamment permettre de s'assurer qu'un mineur d'âge ne participe pas à une loterie' ³.

¹ Voir en ce sens l'avis n° 68.051/4 donné le 14 octobre 2020 sur un projet devenu l'arrêté royal du 17 novembre 2020 'portant le règlement du Vikinglotto, loterie publique organisée par la Loterie Nationale, et des dispositions générales concernant ses jeux', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/68051.pdf>.

² Note de bas de page n° 1 de l'avis de l'avis cité : Note de bas de page n° 1 de l'avis de l'avis cité : Voir notamment C.J.U.E., 30 avril 2014, Pfleger, C-390-12.

³ Note de bas de page n° 2 de l'avis de l'avis cité : <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/56963.pdf>.

Il y a lieu de réitérer les mêmes observations ⁴, à l'égard de la disposition prévue à l'article 14, alinéa 2, du projet – selon laquelle 'la Loterie Nationale peut organiser un ou plusieurs modes de participation précités' – qui ne permet pas de se conformer à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 19 avril 2002, celle-ci exigeant que les 'modalités générales' soient fixées par le Roi ».

Cette observation est réitérée à propos de l'article 6 du projet.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Article 4

1. La disposition comporte de nombreuses discordances entre la version française et néerlandaise. Ainsi, dans la version française du 2^o figurent les mots « , par laquelle est entendue les rangs de gains et le Fonds de Réserve ». La version néerlandaise sera complétée en ce sens.

Au 4^o, les mots « et au Fonds de réserve » manquent dans le texte néerlandais, de même que la phrase « Les 52% susmentionnés reviennent à 1,30 euro par combinaison de jeu ».

La disposition sera soigneusement relue et corrigée sur ce plan.

2. Au 3^o, quatrième phrase, il convient de supprimer les parenthèses ⁵, de sorte que la disposition soit rédigée comme suit :

« [...] Si par contre il y a plus que trois gagnants au rang de gain 1 et/ou plus que 12 gagnants au rang de gain 2, un montant de gain fixe est attribué, qui est payé en une fois : les gagnants au rang de gain 1 se partagent en parts égales un montant de gain limité à 21.600.000 euros, soit l'équivalent de 3 montants de gain au rang de gain 1, et les gagnants au rang de gain 2 se partagent en parts égales un montant de gain limité à 1.440.000 euros, soit l'équivalent de 12 montants de gain au rang de gain 2 ».

Cette observation vaut pour le 4^o, qu'il y aura lieu d'écrire comme suit :

« [...] de 52 % du total des mises participantes, nommé l'argent des lots, de chaque tirage du jeu [...] ».

3. Dans la version française du 6^o, le mot « les » après le chiffre « 6 » sera omis.

⁴ Note de bas de page n°3 de l'avis cité : Ces observations ont déjà été réitérées dans l'avis n° 58.958/4 donné le 9 mars 2016 sur un projet devenu l'arrêté royal du 1^{er} avril 2016 'portant le règlement d'EuroMillions, loterie publique organisée par la Loterie Nationale', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/58958.pdf>.

⁵ Avis n° 58.958/4.

Articles 10 et 12

Dans l'avis n° 58.958/4, la section de législation a observé ce qui suit :

« Dans l'avis 37.323/2/V donné le 2 septembre 2004, précité, l'observation suivante a été formulée à propos de l'article 21 :

‘Étant donné que 50 % des mises seront attribués au paiement des gains et à la provision du 'Fonds Booster', il semble que la Loterie Nationale percevra les 50 % restants des mises.

Il va de soi que ces recettes, de même que l'attribution des sommes versées au 'Fonds Booster' et revenant à la Loterie Nationale par application de l'article 19 en cas de cessation du jeu 'Euro Millions', seront soumises aux règles du chapitre VII de la loi du 19 avril 2002, précitée, relatif à la rente de monopole et l'affectation des subsides de la Loterie Nationale’ ».

Cette observation est réitérée, *mutatis mutandis*, à propos des articles 10, 5°, et 12, § 1^{er}, alinéa 3, du projet, étant entendu que le « Fonds Booster » est, dans le projet, appelé « Fonds de réserve ».

Article 21

Invitée à justifier l'entrée en vigueur du projet, prévue le jour de sa publication au *Moniteur belge*, eu égard au premier tirage de la loterie EuroDreams prévu le 6 novembre 2023, la déléguée du Secrétaire d'État a indiqué ce qui suit :

« Pour des raisons commerciales liées au lancement du jeu, il est important que la Loterie Nationale puisse définir au mieux le moment exact de l'entrée en vigueur du texte afin de coller à la campagne de lancement prévue. L'existence de règles de communication du jeu, vis-à-vis de la communauté des loteries participantes, comme par exemple une publication coordonnée des règles du jeu au sein de la communauté des pays participants peut influencer jusqu'à la dernière minute la date de publication. En effet, la publication dans le *Moniteur belge* entraîne inmanquablement la communication au public, ce qui dévoile le nouveau jeu avant son lancement publicitaire ».

Compte tenu de ces éléments de réponse, l'entrée en vigueur du projet telle qu'envisagée à l'article 21 peut être admise.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTE

Op het verzoek aan te geven of de wijzen van deelneming aan de openbare loterij “EuroDreams”, zoals beoogd in artikel 6 van het ontwerp, impliceren dat de speler persoonsgegevens meedeelt, heeft de gemachtigde van de staatssecretaris de volgende precisering gegeven:

“Certains modes de participation impliquent la communication par le joueur de données à caractère personnel, à savoir la participation par Internet et la participation par abonnement. Cependant, dans ces cas, la Loterie Nationale dispose déjà de ces données à caractère personnel, sur base d’autres arrêtés royaux, à savoir l’AR du 24/11/2009 et l’AR relatif aux abonnements, du 17/07/2013. Pour s’inscrire sur le site de Internet de la Loterie Nationale afin d’y participer aux loteries, tout comme pour conclure une formule d’abonnement par domiciliation bancaire, le joueur doit s’identifier. En revanche, en magasin, il n’est pas requis que le joueur communique de données à caractère personnel. En aucun cas ne seront traitées/collectées d’autres informations que celles déjà prévues dans les arrêtés royaux précités.”

Op de vraag of de deelnemingsgegevens die overgeschreven worden op een gegevensdrager, zoals bedoeld in artikel 7 van het ontwerp, persoonsgegevens bevatten in verband met de deelnemende spelers, heeft de gemachtigde van de staatssecretaris voorts het volgende aangegeven:

“Oui, pour la participation grâce à l’outil de la société de l’information ‘internet’, les participations sont reliées à des données à caractère personnel enregistrées dans la base de données de la Loterie Nationale. La Loterie Nationale doit en effet pouvoir attribuer une participation à un joueur. En aucun cas ne seront traitées/collectées d’autres informations que celles déjà prévues dans les arrêtés royaux cités plus haut au point précédent.”

Uit de gegeven antwoorden volgt dat geen nieuw persoonsgegeven verwerkt zal worden in het kader van de toepassing van de artikelen 6 en 7 van het ontwerp.

Naar het voorbeeld van artikel 12, tweede lid, eerste zin, van het koninklijk besluit van 27 april 2018 ‘tot bepaling van de algemene uitgiftevoorschriften van openbare loterijen georganiseerd door de Nationale Loterij in de vorm van loterijen met biljetten’ bepaalt artikel 14, § 3, derde lid, van het ontwerp echter inzonderheid het volgende:

“Elke klacht moet vergezeld gaan van het betrokken deelnemingsticket of van de referentie naar een officiële fysieke of elektronische drager. Op de keerzijde van het deelnemingsticket moet de deelnemer zijn naam, voornaam en adres vermelden.”

Op die manier impliceert het ontwerp het verzamelen en verwerken van persoonsgegevens. De Gegevensbeschermingsautoriteit dient derhalve over dit ontwerp geraadpleegd te worden krachtens de artikelen 36, lid 4, en 57, lid 1, alsook overweging 96 van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’.¹

Indien ten gevolge van de vervulling van dat vormvereiste nog wijzigingen aangebracht zouden worden in de tekst die aan de afdeling Wetgeving voorgelegd is, en die wijzigingen niet ook voortvloeien uit het gevolg dat gegeven wordt aan dit advies, moeten de gewijzigde bepalingen opnieuw aan de afdeling Wetgeving voorgelegd worden, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

ALGEMENE OPMERKING

In advies 68.051/4 van 14 oktober 2020 heeft de afdeling Wetgeving de volgende opmerking geformuleerd:

“Het ontworpen koninklijk besluit voorziet in de mogelijkheid om deelneming aan één of meer trekkingen van Vikinglotto te verwerven via terminals en verdeelautomaten die rechtstreeks verbonden zijn met een informaticasysteem dat door de Nationale Loterij wordt beheerd (artikel 14, eerste lid, b) van het ontwerp).

Wat het plaatsen van verdeelautomaten betreft, heeft de afdeling Wetgeving, in advies 56.963/2, gegeven op 19 januari 2015 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 4 maart 2015 ‘houdende het reglement van Joker+, een openbare loterij georganiseerd door de Nationale Loterij, en tot opheffing van de reglementaire bepalingen die betrekking hebben op Joker+ en gekoppeld zijn aan de bepalingen geldend voor de deelneming aan de openbare loterijen 'Lotto' en 'Euro Millions' genoemd’, de volgende opmerkingen geformuleerd:

‘1° Deze nieuwe mogelijkheid om aan de loterijen deel te nemen kan de verenigbaarheid van het monopolie van de Nationale Loterij met de Europese wetgeving² ter discussie stellen. Ze vergemakkelijkt immers de deelneming aan de loterijen zodat de samenhang van de Belgische regelgeving inzake kansspelen wordt aangetast, te meer daar een dergelijke deelnemingsmogelijkheid leidt tot een afname van de sociale controle die er is wanneer de deelnemingsaanvraag door een operator wordt behandeld. In het geval van deelneming via internet, waarbij er evenmin een operator is, voorziet de regelgeving in andere hindernissen om onredelijke speelzucht tegen te gaan, aangezien de speler zich moet identificeren en er maximuminzetten zijn bepaald per speler, en niet alleen per deelneming aan een loterij.

¹ Zie in die zin advies 68.051/4 van 14 oktober 2020 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 17 november 2020 ‘houdende het reglement van de Vikinglotto, openbare loterij georganiseerd door de Nationale Loterij, en algemene bepalingen betreffende haar spelen’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/68051.pdf>.

² Voetnoot 1 van het geciteerde advies: Voetnoot 1 van het geciteerde advies: Zie inzonderheid HvJEU, 30 april 2014, Pfleger, C-390-12.

2° Door die mogelijkheid zonder nadere voorschriften toe te voegen, bepaalt het ontwerp de ‘algemene regels’ voor de organisatie van deze nieuwe deelnemingswijze onvoldoende nauwkeurig en doet het bijgevolg afbreuk aan artikel 3, § 1, lid 1, van de wet van 19 april 2002 ‘tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij’, dat het ontwerp tot rechtsgrond dient. Die regels zullen het inzonderheid mogelijk moeten maken zich ervan te vergewissen dat een minderjarige niet aan een loterij deelneemt.’³

Dezelfde opmerkingen dienen gemaakt te worden⁴ met betrekking tot de bepaling in artikel 14, tweede lid, van het ontwerp – luidende: ‘De Nationale Loterij kan één of meerdere van voormelde deelnemingswijzen organiseren’ – dat niet in overeenstemming is met artikel 3, § 1, eerste lid, van de wet van 19 april 2002, waarbij vereist wordt dat de Koning de ‘algemene regels’ bepaalt.”

Die opmerking wordt herhaald met betrekking tot artikel 6 van het ontwerp.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 4

1. Er zijn veel verschillen tussen de Franse en de Nederlandse tekst van de bepaling. Zo staan in de Franse tekst van punt 2° de woorden “, par laquelle est entendue les rangs de gains et le Fonds de Réserve”. De Nederlandse tekst moet aangepast worden in die zin.

In punt 4° ontbreekt in de Nederlandse tekst het Nederlands equivalent van de woorden “et au Fonds de réserve” alsook van de zin “Les 52% susmentionnés reviennent à 1,30 euro par combinaison de jeu”.

De bepaling moet zorgvuldig nagelezen en verbeterd worden op dat punt.

2. In punt 3°, vierde zin, dienen de haakjes⁵ weggelaten te worden zodat de bepaling eruit komt te zien als volgt:

“(…) Indien er evenwel meer dan drie winnaars zijn in winstrang 1 en/of meer dan 12 winnaars in winstrang 2, wordt een vast winstbedrag toegekend dat in één keer wordt uitbetaald: de winnaars van winstrang 1 verdelen onder elkaar in gelijke delen een winstbedrag beperkt tot 21.600.000 euro, namelijk het equivalent van 3 winstbedragen in winstrang 1, en de winnaars van winstrang 2 verdelen onder elkaar in gelijke delen een winstbedrag beperkt tot 1.440.000 euro, namelijk het equivalent van 12 winstbedragen in winstrang 2.”

³ Voetnoot 2 van het geciteerde advies: <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/56963.pdf>.

⁴ Voetnoot 3 van het geciteerde advies: Die opmerkingen zijn reeds geformuleerd in advies 58.958/4, op 9 maart 2016 verstrekt over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 1 april 2016 ‘houdende het reglement van EuroMillions, openbare loterij georganiseerd door de Nationale Loterij’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/58958.pdf>.

⁵ Advies 58.958/4.

Die opmerking geldt ook voor punt 4°, dat gesteld dient te worden als volgt:

“(…) van 52% van de totale deelnemende inzetbedragen, genaamd het lotengeld, van iedere trekking van het spel (…)”.

3. In de Franse tekst van punt 6° moet het woord “les” na het cijfer “6” weggelaten worden.

Artikelen 10 en 12

In advies 58.958/4 heeft de afdeling Wetgeving het volgende opgemerkt:

“In het voornoemde advies 37.323/2/V van 2 september 2004 is met betrekking tot artikel 21 de volgende opmerking gemaakt:

‘Aangezien 50 % van de ingezette bedragen terugvloeit naar de winstuitkering en naar het aanleggen van het 'Boosterfonds', lijkt het dat de Nationale Loterij de resterende 50 % van de inzetten zal ontvangen.

Het is vanzelfsprekend dat deze ontvangsten, alsmede de toewijzing van de sommen die in het 'Boosterfonds' worden gestort en die met toepassing van artikel 19 toekomen aan de Nationale Loterij in geval van beëindiging van de organisatie van het spel 'Euro Millions', onderworpen zijn aan de bepalingen van hoofdstuk VII van de voornoemde wet van 19 april 2002, betreffende de monopolierente en de bestemming van de subsidies van de Nationale Loterij’.”

Die opmerking wordt, *mutatis mutandis*, herhaald met betrekking tot de artikelen 10, 5°, en 12, § 1, derde lid, van het ontwerp, met dien verstande dat het “Boosterfonds” in het ontwerp “Reservefonds” genoemd wordt.

Artikel 21

Op het verzoek om, in het licht van het feit dat de eerste trekking van loterij EuroDreams plaatsvindt op 6 november 2023, te rechtvaardigen dat het ontwerp in werking treedt op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, heeft de gemachtigde van de staatssecretaris het volgende aangegeven:

“Pour des raisons commerciales liées au lancement du jeu, il est important que la Loterie Nationale puisse définir au mieux le moment exact de l'entrée en vigueur du texte afin de coller à la campagne de lancement prévue. L'existence de règles de communication du jeu, vis-à-vis de la communauté des loteries participantes, comme par exemple une publication coordonnée des règles du jeu au sein de la communauté des pays participants peut influencer jusqu'à la dernière minute la date de publication. En effet, la publication dans le *Moniteur belge* entraîne inmanquablement la communication au public, ce qui dévoile le nouveau jeu avant son lancement publicitaire.”

Gelet op dat antwoord kan de inwerkingtreding van het ontwerp zoals bepaald in artikel 21 aanvaard worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET